

**COMMUNIQUÉ des 88 organisations(*) engagées dans l'appel et la campagne
« UN NOUVEL ÉLAN POUR NOS SERVICES PUBLICS »**

**Faudra-t-il être riche à l'avenir pour se faire soigner, éduquer ses enfants,
affronter le réchauffement climatique ?**

À la campagne et à la ville, en métropole et en Outre-Mer, la pandémie a démontré, comme à chaque crise, l'absolue nécessité de disposer de services publics correctement dotés sur l'ensemble de notre territoire, d'une sécurité sociale solide, et d'agents publics qui ont les moyens de réaliser leurs missions au service de l'ensemble de la société.

La baisse des impôts et la diminution du déficit et de la dette publique qui constituent le cœur du discours et de la politique portés par l'exécutif, relèvent d'un choix économique et politique qui est une grave faute historique.

Ce mauvais choix historique et politique se manifeste dans un programme qui pousse sans cesse au démantèlement des services publics, alors que ces derniers sont un élément important de réduction des inégalités, d'inclusion sociale. Ils permettent d'agir sur le long terme pour l'intérêt général. Au moment où ils sont plus que jamais nécessaires pour répondre aux besoins de la population et assurer une nécessaire et juste transition écologique, cette volonté d'affaiblir les services publics revient à augmenter ces inégalités. Ainsi, partout où les services publics reculent, partout où les populations ont le sentiment que la puissance publique les abandonne, on constate la progression de l'extrême-droite.

Économiquement, ce ne sont pas les mesures ponctuelles pour le pouvoir d'achat annoncées qui permettront de compenser l'inflation de cette année et de répondre aux besoins de la population. Face aux nuages qui s'amoncellent, proposer des chèques cadeaux au lieu de développer les services publics, c'est choisir d'accepter que le salaire ne suffise plus pour vivre. Ce n'est pas non plus ainsi qu'on luttera contre le risque de récession économique lié à une baisse de pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population.

Le gouvernement choisit la charité pour continuer à justifier les cadeaux aux plus riches : aucune des mesures annoncées ne conduit réellement à soutenir le service public et à amplifier les solidarités nationales et locales. Pire, leur déstructuration et la diminution des moyens humains et matériels va continuer, dans tous les secteurs : santé, transports, audiovisuel, poste, énergie, éducation, culture, ... Et en même temps se poursuit la casse de la Sécurité Sociale et son endettement forcé.

Il est nécessaire et urgent que le débat public porte sur les moyens et les objectifs des politiques publiques et de leur maîtrise, l'aménagement du territoire, l'augmentation générale des rémunérations, des salaires, des retraites et des pensions, l'amélioration des conditions de travail et de vie, la réorientation de la numérisation des services publics. Et ce afin de remplacer la recherche effrénée du moindre coût et du profit par un objectif central : la couverture des besoins de l'ensemble de la population au nom de l'intérêt général.

Il est urgent de faire des services publics et de la fonction publique des outils au service de la mise en œuvre d'une autre logique de développement, de l'égalité, du plein emploi, articulant la reconquête et la transformation de l'appareil productif et une juste transition écologique.

C'est une exigence qui doit s'exprimer le plus largement possible :

C'est pourquoi 88 organisations syndicales, associatives et politiques (*Cf. infra) convergent pour appeler les usagers, les personnels, les élus et leurs organisations à se mobiliser pour

DONNER UN NOUVEL ÉLAN POUR NOS SERVICES PUBLICS

Usagers, citoyens, salariés, personnels et élus, nous devons nous mobiliser pour la défense, le développement et la démocratisation de nos services publics et de notre sécurité sociale.

Nous lançons donc ce jour une campagne pérenne avec d'ores et déjà une date de mobilisation à dimension nationale programmée

les 12, 13 ET 14 MAI 2023 à LURE (HAUTE-SAÔNE).

*Liste en date au 13 juillet 2022 des organisations parties prenantes de l'appel et de la campagne « Un Nouvel Élan pour nos Services Publics », d'autres sont en attente :

Organisations syndicales nationales : AMUF, CGT-FNME, CGT SNACCRF & SCL, CGT-Fonction Publique, FSU, Mouvement National Lycéen-MNL, Solidaires, Solidaires Fonction Publique, SUD PTT, SUD Santé Sociaux, Syndicat de la Magistrature, Union Syndicale de la Psychiatrie-USP, Union Syndicale des Médecins des Centres de Santé.

Organisations associatives nationales: Alternative et Autogestion, Alternative mutualiste, Association Autogestion, ATTAC, Changer de Cap, Confédération Nationale du Logement-CNL, Conseil National des Associations Familiales Laïques-CNAFAL, Convergence Nationale des Collectifs de défense et de développement des services publics, Convergence Nationale Rail, Coordination nationale des collectifs de défense des hôpitaux et maternité de proximité, Droit à l'énergie-Sos Futur, Eau-Bien Commun, Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique-FGRFP, Fondation COPERNIC, Indecosa-CGT, Ligue des Droits de l'Homme, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, Mouvement National de Lutte pour l'Environnement, Nos Services publics, Rassemblement du Peuple souverain pour une France Indépendante et une République sociale, Réseau d'Éducation Populaire, Résistance sociale, STOP Précarité, Union des Familles Laïques, Union Nationale des Retraités et Personnes Âgées -Ensemble & Solidaires -UNRPA).

Partis nationaux : Europe Écologie Les Verts-EELV, Gauche Démocratique et Sociale-GDS, Gauche Républicaine et Socialiste-GRS, Génération.S, Mouvement Républicain et Citoyen-MRC, Nouveau Parti Anticapitaliste-NPA, Parti Communiste Français-PCF, Pour une Écologie Populaire et Sociale-PEPS.

Organisations syndicales locales : CGT Retraités Besançon 25, CGT UD 70, CGT UL Lure 70, FSU 90, Solidaires 25, SNES 25, SUD Éducation FC.

Organisations associatives locales : Association des Usagers des Transports de l'Aire Urbaine AUTAU 25-90, Association pour la Modernisation de la ligne Paris-Bâle-AMPB, Climat 70, Collectif de Défense de la Santé du Doubs (CODES 25), Collectif de Défense des SP en Sud Lubéron, Comité Corrèzien de Défense et de Développement des SP, Comités de Défense des Hôpitaux et Maternité de proximité d'Amilly-Montargis (Notre hôpital, notre santé on y tient), des Ardennes, d'Aubenas, de Bordeaux (La Santé un Droit pour tous), de Châtelleraut, d'Ivry (Pour la santé et l'hôpital public), de Remiremont (ADEMAT-H), de Ruffec, de Sarlat, du Sud-Aveyron (Le Manifeste), Comité de défense des SP de la Croix Rousse, Comité de Vigilance pour le maintien des SP de Proximité en Haute Saône-CV70, Comité Pluraliste de Défense et de Promotion Ligne SNCF Béziers-Neussargues- Clermont-Ferrand-Paris, Confédération Nationale du Logement de Besançon, Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques -CDAFAL 70, Convergence des SP d'Indre-et-Loire, Convergence des SP du Val-de-Marne, Coordination Eau Île-de-France, Union des Familles Laïques d'Île-de-France, Utopies et Alternatives Aujourd'hui de Franche Comté, Youth for Climate Paris.

Partis locaux : À Gauche Citoyens ! Besançon-25, Cap à Gauche 19, EELV Vosges Saônoises 70, LFI 70, Nouveau Parti Anticapitaliste-NPA Bourgogne-Franche Comté, PCF Bourgogne-Franche Comté, PCF 70, PS section de Lure 70.